

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°349 - VENDREDI 1<sup>ER</sup> JUIN 2018

## LE POIVRIER

Le ministre de l'Intérieur mène la guerre contre les migrants. Il n'a rien d'une colombe.

## AGENDA MILITANT

→ 7 juin

Carpentras [Pour la relaxe de Nicole Briend](#)

→ 15 juin

Paris [Mai 68-2018 Vers de nouvelles conquêtes](#)

→ 16-17 juin

Bar-le-Duc, Bure [Contre la nucléarisation de Bure](#)

→ 23 juin

Plaine-Saint-Denis [Mai 68 et après - Secours et répliques](#)

## À LIRE SUR [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ **Alternative**

[Ce que Mai 68 a bousculé](#), Pierre Zarka

→ **Etat Institutions**



[68, les archives du pouvoir](#)

→ **Monde**

[Turquie, une élection comme un vol pendant un incendie](#), Emre Öngün

→ **Vidéos**

[La désobéissance à des lois injustes est obligatoire](#), Erri de Luca

## Pour le retrait du projet de loi asile-immigration

Les collectifs de sans-papiers appellent tout le mouvement social à manifester le samedi 2 juin contre la loi asile-immigration alors qu'elle va passer au Sénat. Le projet de loi asile-immigration de Collomb et Macron a été voté à l'Assemblée nationale. Pour être adopté il doit aussi être voté en juin par le Sénat. Il faut imposer le retrait de cette loi raciste et liberticide qui légitime encore plus la chasse aux étrangerEs, les contrôles policiers, les mesures d'enfermement, y compris pour les enfants, et les idées du Front National. Les collectifs de sans-papiers de la région parisienne appellent tout le mouvement social à manifester à leurs côtés le samedi 2 juin de la place de la République au Sénat.

- Liberté de circulation et d'installation
- Stop Dublin - Ni rétentions, ni expulsions
- Régularisation de tou-te-s les sans-papiers

### Signataires

A l'appel des collectifs de sans-papiers : CSP 75, CSP 93, CTSP Vitry, CSP Paris 20, CSP 59, CSP 95, CSP 17-St Just, CESP P1, Intégration 21, Droits Devant !!, CISPM, UNSP, CNSP

### Soutenu par

Collectif pour l'avenir des foyers (Copaf), Collectif Vies Volées, Collectif Vérité et Justice pour Ali Ziri, Comité Vérité et Justice pour Lamine Dieng, Comité pour Clément, Assemblée des Blessés, des Familles et des Collectifs contre les violences policières, Collectif 20è solidaire avec tou-te-s les migrant-e-s, Collectif citoyen P'tit Déj à Flandre (Paris 19), Collectif D'ailleurs nous sommes d'ici 67 (DNSI 67), Collectif de soutien de l'EHESS aux sans-papiers et aux migrant-e-s, Collectif On Dort Au Chaud (Codac 18), Collectif Saint-Lois d'Aide aux Migrants (CSLAM), Collectif solidarité migrant-e-s Paris-centre, Collectif Sorbonne sans frontières, Collectif ROSA (Réseau d'Opération Solidaire et d'Action), La Chapelle Debout, Nogent D'Ailleurs, Paris d'exil, United Migrants, Zone de Solidarité Populaire Paris 18 (ZSP18), Act Up-Paris, AFD International, Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (ACORT), Association Allamma international, Association Femmes plurielles, Association Havraise de Solidarité et d'Echanges avec Tou-te-s les Immigré-e-s (AHSETI), Association Marocaine des Droits Humains (AMDH-Paris/IDF), Association des Tunisiens en France (ATF), Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF), Collectif de Lutte AntiCapacitiste (CLAC), Collectif Ni Guerre Ni Etat de Guerre, Comité pour le Respect des libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT), Compagnie Jolie Môme, Droit au Logement (DAL), Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s (Fasti), Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR), Femmes en Luth citoyennes à part entière, Femmes en lutte 93, Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (FUIQP), LDH Paris 10/11, Mêmes droits pour toutes et tous-Drôme Ardèche, Mouvement pour une Alternative Non-violente IdF (MAN IdF), MRAP 66, Pride de Nuit, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Union des Tunisiens pour l'Action Citoyenne (UTAC)...

Plus sur [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net), rubrique Evènement.

**Annulation.** Après le bain de sang des dernières semaines à Gaza, appels et protestations se multiplient contre la venue en France du Premier ministre israélien et pour l'annulation de la saison croisée France-Israël. L'évènement a « *pour ambition de montrer la vitalité de la relation bilatérale dans les domaines culturels et scientifiques, de marquer une nouvelle étape dans les relations économiques et de renouveler le regard que portent les Français sur Israël et les Israéliens sur la France* ». L'inauguration est prévue le 5 juin en présence d'Emmanuel Macron et de Netanyahu. En cas de maintien, une manifestation est d'ores et déjà prévu à 18 h 30 ce jour là devant le Grand Palais. + d'info, [ici](#).

**Rien ne va plus** en Italie. D'abord, rappelons que l'extrême-droite a le vent en poupe, et qu'elle a élaboré avec le Mouvement 5 étoiles une stratégie d'alliance pour gouverner. Ensuite, le Président de la République italienne a amplifié la crise politique en refusant la nomination d'un ministre hostile à l'Union européenne à la tête du ministère de l'Économie. Nouveau rebondissement, ce 31 mai, la même alliance se serait finalement engagée à garantir le maintien du pays dans la zone euro. Ainsi, les europhobes pourraient gouverner pour une autre politique que celle annoncée... sauf sans doute concernant le sort des réfugiés, qu'il s'agira de persécuter. Comme quoi, il faut tenir les deux bouts : s'opposer au diktat libéral de l'UE et dénoncer la xénophobie d'où qu'elle vienne.

**Fiasco.** Le désastre de Parcoursup est déjà connu de tous : des centaines de milliers de jeunes en attente d'une hypothétique orientation qui ne vient pas. Mais le nouveau système d'orientation des lycéens vers les universités est maintenant accusé de discrimination. Élus, enseignants et élèves de certains établissements constatent des inégalités flagrantes entre les lycées, y compris pour de "bons élèves". Ils s'interrogent même : ces résultats défavorables aux élèves des villes populaires sont-ils liés à la ville ou au lycée d'origine ? Le ministère de l'Éducation nationale a démenti, mais la catastrophe est... en marche !



**C'est parti !** La fête de l'Huma 2018, ce sera les 14, 15 et 16 septembre, au Parc Georges Valbon (La Courneuve). Parmi les têtes d'affiche cette année, Grand corps malade, Bernard Lavilliers, Catherine Ringer, Julien Clerc, NTM, Franz Ferdinand, l'orchestre symphonique Divertimento, ou encore The Inspector Cluzo. À noter aussi, entre autres réjouissances : une exposition dédiée aux réfugiés, ainsi que la venue de grands chefs de la gastronomie. Vivement septembre ! ●

## Image de la semaine



**Beau mélange des luttes**  
Paris, Place de la Bastille, 26 mai 2018

## Coup de torchon



### Enfin une bonne nouvelle !

La victoire - plus de 66 % - des Irlandais pour la légalisation du droit à l'avortement est une véritable révolution pour ce pays dans lequel la hiérarchie de l'Église catholique exerçait une influence politique considérable. Ce résultat a suscité de la joie dans le pays. Avec une participation parmi les plus élevées jamais enregistrée pour un référendum, le oui - massif - a fédéré toutes les "couches" de la société : hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, urbains et ruraux, croyants et non croyants. Il permettra d'avoir un projet de loi sans ambiguïté prévoyant que l'IVG pourra être pratiquée sans justification durant les douze premières semaines de grossesse ; jusqu'à vingt-quatre semaines en cas de risque grave pour la santé de la mère ; ensuite en cas d'anomalie grave.

Au-delà de l'Irlande, c'est un mouvement planétaire et de fond en faveur de l'émancipation humaine dont il s'agit.

Puisse ce résultat constituer un point d'appui, notamment dans des pays de l'Union européenne comme la Pologne. L'avortement - autorisé et gratuit dans ce pays entre 1956 et 1993 - y est désormais interdit sauf en cas de malformation grave, de danger pour la femme et de viol. Une des législations les plus restrictives en Europe avec Malte. Et il y a mois, le gouvernement polonais ultra-conservateur du parti *Droit et Justice* (sic) a présenté un projet de loi pour supprimer la possibilité d'avorter légalement en cas de malformation du fœtus...

« *N'oubliez jamais, disait Simone de Beauvoir, qu'il suffit d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant.* »

Vigilantes (et vigilants...), certes. Agissantes et agissants, ce sera encore mieux.

● Philippe Stierlin

### Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

Noyau : Gilles Alfonsi, Michèle Kintz,  
Philippe Stierlin

Chroniqueurs : Francis Combes,  
Catherine Destom-Bottin, Sylvie  
Larue, Patricia Labour, Stéphanie  
Lavignotte, Pierre Zarka

Site, blog, réseaux : Gilles Boitte,  
Jean-Claude Faure, André Pacco.  
[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)



MEDIAPART



## Face aux dominations sexistes, sociétales, un long combat pour l'égalité et l'émancipation

**En amont et au-delà du temps fort qu'ont été l'affaire Weinstein et le mouvement #meetoo sur les violences sexistes, deux militantes de la CGT spectacle présentent le travail de longue durée nécessaire pour dépasser toutes les formes de domination et d'inégalité.**



Angeline Barth, secrétaire générale adjointe de la Fédération Nationale du Spectacle et de l'action culturelle CGT



Claire Serre-Combe, copilote du collectif Femmes-mixité de la FNSAC CGT

### Mai 2017, le collectif

Femmes-mixité de la FNSAC-CGT lance une campagne intitulée "l'Envers du décor" appelant « *les personnes* » à témoigner, via un tumblr, « *sur les violences sexistes et sexuelles dans le secteur du spectacle [...], où la précarité des métiers et la peur de ne pas être (ré)embauché.e créent une ombre, qui plonge les victimes dans le silence.* » Est donc affirmée l'articulation de l'exploitation économique et de l'exploitation sexuelle. C'est méconnu, précieux, et étonnamment précurseur de l'affaire Weinstein.

**Le collectif Femmes-mixité est créé en Mars 2016, trois ans après que le 50<sup>e</sup> congrès de la CGT ait adopté la Charte sur l'Égalité femmes-hommes qui pose principes et enjeux de cette articulation. Longue gestation, naissance difficile... pourquoi un tel écart ?**

La Fédération avait déjà eu un collectif traitant de ces questions dans les années 80. Depuis, la question de l'égalité femmes-hommes n'était plus traitée ou travaillée au-delà des grands principes, dans la Fédération. La création d'un collectif ne peut se faire uniquement sur une volonté politique. L'efficacité de son travail dépendra avant tout d'avoir des forces militantes convaincues, qui voudront bien s'y engager et y travailler. Je dirai plutôt que c'était le bon tempo pour la Fédération pour créer ce collectif, sans douleur mais avec des camarades, femmes et hommes, qui avaient envie de prendre ces problématiques en main et de faire les choses. Peut-être avec un temps de gestation plus long..., mais le plus important est la qualité de la réflexion qui est menée, et l'aboutissement à ces propositions concrètes pour la vie des salariées de nos secteurs.

Il était important aussi de ne pas créer un collectif pour créer un collectif, parce que les problématiques d'égalité



Le livret de lancement de la campagne "L'Envers du décor". Ce livret est [ici](#).

femmes-hommes sont plus dans l'air du temps que quelques années auparavant. Cette période de gestation a aussi été l'occasion de nourrir une réflexion sur les enjeux d'égalité propres à nos secteurs, de nourrir des axes revendicatifs pour nourrir les orientations fédérales, avec comme visée finale d'agir sur la situation des femmes au travail dans le domaine du spectacle.

**Un premier bulletin publié la veille du 8 Mars 2016 signe l'acte de naissance du collectif. Il déclare qu'à l'instar "des autres secteurs d'activité, les inégalités femmes-hommes sont criantes dans le spectacle vivant et l'audio-visuel (...). À quoi s'ajoutent les questions de harcèlement et violences sexuelles qui restent encore extrêmement tabous dans nos milieux". L'alerte sur ces questions est lancée un an après. Était-ce la première action du collectif ? Pourquoi à ce moment là, et à l'adresse des "personnes", non des femmes ? Est-ce à dire qu'il est aussi difficile d'aborder et traiter ce problème en "interne" qu'en "externe" ?**

La première action interne du collectif a été de travailler à un certain nombre de revendications, allant des questions de salaire, de discrimination liées à la



Extrait du livret de la CGT

maternité, l'âge... jusqu'à celles des violences sexuelles et sexistes sur les plateaux et dans les bureaux. Ces revendications ont été adoptées par tous les syndicats de la Fédération à l'occasion de notre dernier congrès fédéral.

**La première action interne du collectif a été de travailler à un certain nombre de revendications, allant des questions de salaire, de discrimination liées à la maternité, l'âge... jusqu'à celles des violences sexuelles et sexistes sur les plateaux et dans les bureaux. Ces revendications ont été adoptées par tous les syndicats de la fédération à l'occasion de notre dernier congrès fédéral.**

Le travail sur les violences sexuelles et sexistes au travail a donc été mené de manière concomitante avec les autres axes du plan de travail, mais il a effectivement été plus médiatique, ou du moins plus "communiqué". Cette question s'adressait à des personnes et nous pas "seulement" à des femmes car ces

violences sont également commises par des hommes (extrêmement majoritairement) sur des hommes, et que nous considérons qu'il n'y a pas d'échelle de valeur lorsque ce type de domination s'exerce. C'est le même processus abject qu'il faut combattre.

Nous connaissons le secteur, les gens qui y travaillent, les enjeux qui s'y jouent, nous connaissons des personnes qui avaient subi ces violences. Nous avons voulu dépasser cette connaissance et cette analyse subjective, et recueillir des témoignages, afin d'aller voir les organisations d'employeurs pour les mettre face à leurs responsabilités. Le lancement du *tumblr* un an après est l'aboutissement concret de cette réflexion.

Ce n'est pas en soi difficile d'aborder ces questions avec les organisations patronales du secteur. Ils ont tout à fait conscience de ce qui se joue. Traiter ces questions et envisager des pistes de travail avec eux est par contre beaucoup moins simple, puisque ce sont quelques-uns de leurs adhérents qui agissent ainsi. Nous avons donc besoin des pouvoirs publics, et sollicité en ce sens le ministère de la Culture.

**Quand éclate l'affaire Weinstein, le collectif se trouve en quelque sorte en première ligne pour la décrypter, et pour saisir les tenants et aboutissants de la séquence qui suit avec ses avancées, diversions, pièges, jusqu'à son point d'orgue le 25 Novembre. Quelle a été son analyse ? A-t-il vu dans l'incontestable libération et mobilisation des**

**femmes, par la parole et la pétition, un événement au sens historique, lequel, ou conjoncturel ?**

Ce que nous avons retenu de l'affaire Weinstein, c'est d'abord que nous avons - malheureusement - raison sur certaines pratiques dans nos milieux, et sur les tabous obligeant la parole à être muselée. Il y a bien sûr la fragilité des carrières et des contrats de travail qui peut expliquer cela. Mais pas seulement. Souvenons-nous de la violence qui s'est abattue sur ces comédiennes qui ont dénoncé les agissements de Jean-Claude Brisseau. Ce milieu se protège et peut contribuer à

**Ces violences sont également commises par des hommes (extrêmement majoritairement) sur des hommes, et que nous considérons qu'il n'y a pas d'échelle de valeur lorsque ce type de domination s'exerce. C'est le même processus abject qu'il faut combattre.**

rendre les bourreaux intouchables. C'est comme si on considérait qu'être artiste exonérait de tous les actes commis.

Pour en revenir à l'affaire Weinstein, nous avons par ailleurs pu constater que finalement, la parole s'était très peu libé-



Festival de Cannes 2018 : deux montées des marches revendicatives pour l'égalité salariale et contre la discrimination dans les rôles selon la couleur de peau.

rée dans nos secteurs en France. Le très médiatique #metoo a contribué à libérer la paroles des femmes, mais finalement peu, en France, du secteur professionnel où il est né.

La montée des marches des 82 professionnelles à Cannes est un acte fort, à un endroit même où le délégué général du festival esquivaient trois années plus tôt que la question de la place des femmes dans la programmation, en estimant que la parité était « *une question de société bien au-delà du festival de Cannes* ». Il est encore un peu tôt pour savoir si nous vivons un moment historique ou simplement conjoncturel. Ce qui est certain, c'est qu'il s'est passé et dit des choses. Nous sommes à un moment de l'histoire où nous devons continuer à peser pour faire cesser ces pratiques. Il faut que l'on passe du "dire" au "faire". Un temps plus long, moins médiatique nous attend.

**Le 25 Novembre, la convergence contre les violences sexistes s'est manifestée, fruit d'un travail mené par les syndicats, en particulier la commission Femmes-mixité de la CGT - en lien avec les association féministes, et d'une dynamique pétitionnaire numérique, disons dispersée...**

**Base pour l'intersectionnalité des luttes dans le cadre des rapports sociaux de classe et de sexe, ou risque que le juridisme l'emporte dans la configuration idéologique et politique actuelle - voir l'affaire Cantat, Polanski à la Cinémathèque, d'autres à venir peu ou pas visibles ?**

Les questions des "affaires" Cantat, Polanski... déchirent tout autant la société, les organisations entre elles et notre organisation également en interne.

Certains estiment que l'on ne peut interdire à un artiste de faire son travail, et d'autres que le geste artistique, et la visibilité médiatique que cela octroie, a une portée et une symbolique qui prend une autre dimension lorsqu'il s'agit d'un agresseur ou d'un meurtrier. Ces questions ne sont pas juridiques mais nous renvoient, en tous les cas dans mon organisation, à pourquoi nous faisons ces métiers. Néanmoins, il est clair qu'elles ne doivent pas devenir l'unique objet du débat, et nous détourner du combat contre ces rapports de domination. Il est nécessaire de trouver des convergences les plus larges possibles sur nos points communs.

**Nous sommes à un moment de l'Histoire où nous devons continuer à peser pour faire cesser ces pratiques [sexistes]. Il faut que l'on passe du "dire" au "faire". Un temps plus long, moins médiatique nous attend.**

**Parité à la direction confédérale, puis charte pour l'égalité dans la vie, au travail et dans la CGT, enfin commissions femmes-mixité à tous les niveaux avec matériel d'information conséquent pour la mettre en œuvre traduisent une remarquable logique d'aggiornamento de la CGT. Qu'est-ce qui enclenche ce "mouvement" à partir de 1999, fait qu'il perdure et se développe - les**

**générations qui ont grandi avec l'acquis des lois votées depuis 1975, le lien avec les recherches en sciences humaines sur le genre qui se sont multipliées, l'Europe - cf les lois Roudy, transposition des directives de 1976 - , un procès civilisationnel que le mouvement ouvrier a impulsé, en subordonnant les mouvements de femmes, mais aussi en les soutenant?**

Nous sommes à un moment où ce mouvement n'est plus subordonné à l'organisation syndicale, il n'est plus à côté de, il fait partie intrinsèquement de l'organisation. Ces questions nous sont donc posées en tant que militant-e-s ou en tant que salarié-e-s Elles se posent déjà à nous au sein de l'organisation : comment on accède - ou pas - à des responsabilités, comment on reste en responsabilité, comment on ne devient pas l'arbre qui cache la forêt, est-ce qu'on est là pour nos compétences et non pour assurer la parité... La question est de plus en plus prégnante dans toute la CGT. Un rapport de situation comparée à la CGT a été publié par le collectif confédéral "Femmes mixité", pour apporter un éclairage sur la place des femmes au sein de la Confédération (part de femmes syndiquées, part de femmes en responsabilité dans les fédérations et les territoires, etc.). Une cellule de veille contre les violences sexistes et sexuelles au sein de l'organisation vient d'être créée, sous le pilotage de Maryse Dumas. Ces questions nous traversent en tant que militantes, et nous nous en emparons enfin.

Concernant plus généralement les lois auxquelles vous faites allusion. Nous avons grandi avec elles,, elles ont été



Extrait du livret de la CGT

plus qu'importantes pour l'avancée des droits des femmes. Néanmoins, dans les faits, nous connaissons toujours des écarts de salaires, des difficultés pour

**Ces questions (...) se posent déjà à nous au sein de l'organisation : comment on accède - ou pas - à des responsabilités, comment on reste en responsabilité, comment on ne devient pas l'arbre qui cache la forêt, est-ce qu'on est là pour nos compétences et non pour assurer la parité... La question est de plus en plus prégnante dans toute la CGT.**

accéder à certains emplois, et toutes sortes de discriminations. Malgré ces lois, le chemin est encore long avant que les femmes n'aient des avancées concrètes et effectives dans leur vie de tous les jours.

**Malgré l'accumulation des lois, les salariées sont piégées par la double peine, entre "plancher collant, murs et plafond de verre" et les inégalités ont une espérance de vie impressionnante dans tous les domaines. Peut-on dire qu'un "paradigme", si ce n'est un fantôme - le salaire**

**d'appoint -, hante les rapports sexués et sociaux de travail ? Est-ce suffisant, syndicalement, politiquement, pour mener cette lutte là d'émancipation ?**

La question du salaire, de "ce que je vau", "ma qualification", est évidemment fondamentale, car le jour où l'égalité salariale sera effective, ce sera le signe que beaucoup de choses ont évolué dans la société, y compris sur des plans qui ne sont pas syndicaux.

Comme nous vous l'expliquions, nous avons travaillé un vaste plan de travail pour résorber les inégalités. L'une des pistes était de trouver des mécanismes pouvant atténuer, contrer les problématiques liées aux gardes d'enfants, dans un secteur où l'on peut être appelé pour travailler ou passer une audition du jour au lendemain, où l'on travaille à des horaires qui ne correspondent pas à ceux des crèches par exemple. Nous estimons que cette question peut expliquer pour partie pourquoi les femmes restent moins facilement dans le secteur d'activité après une maternité. La Fédération a donc porté cette proposition du collectif lors de la concertation avec le ministère de la Culture, en amont de la création d'un "Fonds pérenne pour l'emploi" dans le spectacle vivant en 2016. Deux ans après, nous avons fêté la création d'une aide pour la garde d'enfants pour les artistes et technicien-ne-s intermittent-e-s du spectacle. Ce n'est pas médiatiquement parlant une action du collectif, mais c'est bien le fruit de ses propositions. D'autres travaux ont été menés, par exemple à l'Afdas (Assurance Formation des Activités du Spectacle), qui collecte les fonds pour la formation

professionnelle et initiale et qui finance des actions de formation. Nous avons mis en place des dispositifs pour tenter de travailler la mixité des métiers et la lutte contre les discriminations par le biais des écoles d'art et de spectacle, avant même l'entrée dans la profes-

**La question du salaire, de "ce que je vau", "ma qualification", est évidemment fondamentale, car le jour où l'égalité salariale sera effective, ce sera le signe que beaucoup de choses ont évolué dans la société [...] C'est en travaillant aussi les questions d'emploi ou de stéréotypes que nous finirons pas gagner la bataille de l'égalité salariale.**

sion. Nous menons également le débat actuellement au sein du Centre National des Variétés, pour mettre en place des mécanismes qui permettront de voir davantage de femmes instrumentistes dans ce secteur musical que les 8% actuellement. C'est en travaillant aussi les questions d'emploi ou de stéréotypes que nous finirons pas gagner la bataille de l'égalité salariale.

● Entretien réalisé par **Francine Guénoun**

# Héros solitaire ou collectif solidaire ?

**G**érard Collomb a créé la polémique en déclarant que « *si demain on veut garder le droit de manifester, qui est une liberté fondamentale, il faut que les personnes qui veulent exprimer leurs opinions puissent aussi s'opposer aux casseurs et ne pas, par leur passivité, être complices de ce qui se passe* ». Cet appel à se désolidariser des plus énervés des manifestants - voire à s'opposer à eux - est très cohérent avec la stratégie policière depuis la manifestation du 1<sup>er</sup> mai.

Ce jour là, puis lors de la manifestation du 22 mai, le cortège de tête réunit presque autant de personnes que le cortège officiel. La police n'intervient pas seulement comme habituellement pour protéger les symboles du capitalisme et de l'État ciblés par les lanceurs de pierre. Elle lance massivement des gaz lacrymogènes au milieu des non-violents dans le cortège de tête. Les arrestations visent tous les présents, et principalement des manifestants n'ayant pas participé aux violences. Des personnes - y compris des mineurs - sont placées en garde à vue, présentées devant les juges pour la seule possession de lunettes de piscine ou de sérum physiologique, objets censés prouver la « *participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destructions ou de dégradations de biens* » (art. 222-14-2 du code pénal). La seule présence dans le cortège de tête suffit désormais à être violenté, arrêté, poursuivi. L'objectif est clair : frapper les non-violents pour qu'ils ne viennent plus dans le cortège de tête, qu'ils se désolidarisent de ceux qui ont choisi la stratégie de l'affrontement.

À côté de cette mise en scène de nouveaux barbares, une autre mythologie est construite. Du commandant Arnaud Beltrame au sans-papier Mamoudou Gassama qui a sauvé un enfant, Macron met en avant le héros qui se porte au secours de son prochain. Le héros solitaire

qui prend tous les risques, l'entrepreneur individuel de la solidarité, au prix de sa vie. Macron disait vouloir dépasser le clivage gauche-droite, il l'exagère au contraire, même dans le simple réflexe de l'aide au prochain. Il glorifie le premier de cordée mais pénalise la cordée en poursuivant en justice les montagnards qui sauvent les sans-papiers. Il veut casser la solidarité spontanée dans les manifestations entre violents et non-violents. Il veut le héros solitaire pas le collectif solidaire.

À toute chose malheur est bon. Cela nous rappelle ce que signifie ce clivage quand on est de gauche, que symbolise le poing levé : cinq doigts différents mais rassemblés pour frapper ensemble. Dans la gauche, il y a des organisations différentes : des syndicats, des partis,

des associations. Des stratégies différentes : des réformistes et des révolutionnaires ; des tranquilles dans les manifestations, des bien plus énervés. En écologiste, on dirait un écosystème, une biodiversité nécessaire et positive. De gauche, nous pourrions faire la réponse suivante au ministre de l'Intérieur : Non, Monsieur Collomb, dans le cortège de tête, nous ne sommes pas complices des « casseurs»



car passifs. Nous sommes actifs et solidaires, activement solidaires de tous les participants - quelle que soit leur stratégie. Nous nous gardons des stigmatisations des uns et des autres. Nous regrettons les attitudes ambiguës de certains services d'ordre. Nous débattons entre-nous de ces stratégies, de manière publique, par exemple sur le site Paris-luttes-infos. Nous cherchons à articuler les différents modes d'intervention, comme à Notre-Dame-Des-Landes. Et vous le craignez car là-bas, l'alliance des violents et des non-violents vous a mis en échec. Demain, ce sera le cas ailleurs aussi.

● Stéphane Lavignotte



# Une coalition pour faire grandir l'esprit de résistance et d'alternative

**Face à un pouvoir déterminé à saboter un modèle social déjà affaibli, en plus du soutien aux luttes, une coalition des forces politiques et sociales permettrait de faire grandir les résistances et de faire partager le besoin d'alternative.**

## Gouverner contre la société

S'agissant de la démocratie et du respect des droits humains, les partisans de l'émancipation ne doivent-ils pas anticiper une dégradation profonde, qu'ils ne souhaitent pas mais dont ils ne peuvent plus ignorer la possibilité ? Poser la question, c'est déjà y répondre.

Bien sûr, nous savons depuis longtemps que le système représentatif est à bout de souffle. Et nous savons aussi que les gouvernants n'hésitent pas, comme après la victoire du non au référendum du 29 mai 2005, à trahir le vote du peuple, dont ils sont censés être les représentants. Cependant, jusqu'à présent, le système préservait les corps intermédiaires, laissent malgré tout aux élus locaux quelques marges d'action et, au sommet de l'État, s'exprimait régulièrement la volonté (hypocrite) de gouverner pour toutes et tous.

Nous n'en sommes plus là : le mépris pour les syndicats, pour les fonctionnaires (soit un quart des salariés du pays), pour les désavantagés, pour les banlieues, pour les élus locaux, pour les médias alternatifs, pour les associations, est devenu un marqueur du pouvoir. Et il s'ajoute à des politiques de plus en plus répressives (loi antiterroriste aboutissant à des discriminations, loi contre les migrants). Au total, l'extrême-droite peut se frotter les mains : le pouvoir tend de plus en plus à gouverner non pas sans la société, mais contre elle. Une nouvelle question est devant nous : comment adapter notre action face à ces choix désastreux ?

**G.A.**

**E**n quelques mois, le climat politique a changé. Mesurons-le bien : le social est revenu sur le devant la scène, et pas seulement pour un instant. Et il s'est imposé à travers la mobilisation depuis plusieurs mois des cheminots, des étudiants, à travers aussi un certain nombre de grèves et d'actes de résistance dans une grande variété d'entreprises publiques et privées, mais aussi au sein de la société civile sur des sujets très variés.

Le Président directeur général de la France et son premier collaborateur n'en sont pas à fuir à Baden Baden - comme De Gaulle le 29 mai 1968. Cependant, leurs provocations envers les manifestants et leur fuite en avant sécuritaire, grâce au sinistre Colomb, relèvent d'une hargne défensive. Il y a de la fébrilité au sommet

**Côté positif, il y a de la politisation, de la circulation d'idées, des graines qui sont semées pour l'avenir. Et un premier, et timide, dépassement de la césure mortifère entre social et politique.**

de l'État et cela peut d'ailleurs inquiéter pour la suite. Disons qu'ils ne peuvent pas perdre dans les conflits en cours, sauf à dénaturer le quinquennat Macron, et donc à perdre la face. Ce qui a une conséquence : il y a des chances pour que, dans la durée, le pouvoir se durcisse encore, et cela pose

un sacré problème quant à la préservation de la démocratie et des droits humains. Nous en sommes tout de même déjà au point où les forces de répression peuvent ouvertement multiplier les cassages de gueule d'étudiants ou de manifestants, comme chacun le constate sur les réseaux sociaux. Or, le pouvoir ne peut pas ignorer les effets délétères de sa posture et de ces violences gratuites. Il joue donc la fuite en avant liberticide.



Cependant, côté positif, dans une telle période, il y a de la politisation, de la circulation d'idées, des graines qui sont semées pour l'avenir. C'est vrai parmi les participants aux mouvements eux-mêmes, et à ce titre le mouvement étudiant rompt avec des années de mobilisations mornes dans les facs. Mais c'est vrai aussi parmi de nombreux citoyens : les enquêtes d'opinion montre que le socle de soutien aux luttes oscille, selon les cas, entre 40 et 60 % de sympathie ou de soutien... alors même que l'immense majorité du Landerneau politique est favorable à la politique de Macron et que les grands médias font feu de tous bois pour dénigrer les mobilisations.

### **Une coalition pour mener, ensemble, des campagnes ?**

Et puis il y a maintenant un début de quelque chose entre les forces politiques de la gauche d'alternative, certaines organisations syndicales et de nombreuses associations. Ce quelque chose d'inédit a pris la forme, pour le moment, d'une manifestation décidée et portée en commun. Certes, elle n'a pas renversé la table, et, comme l'a reconnu François Ruffin, la marée n'a pas été une « *marée d'équinoxe* ». Mais elle ébauche un premier, et timide, dépassement véritable, à cette échelle là du moins, de la césure mortifère entre social et politique.

Bien sûr, le mieux serait que la mobilisation se transforme dans le sens d'une interruption de la normalité institutionnelle, sous la forme d'une grève générale par exemple. Disons cependant que cela ne se décrète pas, qu'il n'existe pas pour cela de baguette magique, même si on peut s'exprimer pour le dire : oui, les mobilisations classiques ne suffiront pas pour obtenir des effets significatifs. Cependant, plutôt que s'arrêter à ce constat somme toute peu mobilisateur, il serait utile que les

manifestants et les organisations se disent qu'il va falloir agir ensemble dans la durée.

De fait, un immense travail d'éducation populaire est toujours nécessaire, en continu, pour casser les représentations communes des services publics, en promouvoir les valeurs, pour rompre avec les politiques d'austérité et pour mettre en débat des propositions alternatives. Ne serait-il pas jouable de mener

ensemble des campagnes d'idées - ne parlons pas ici de campagnes électorales, ce serait le meilleur chemin pour tout mettre immédiatement par terre ? Imaginons donc que ces énergies militantes habituellement séparées, chacune dans leurs sillons, décident de prendre l'offensive idéologique sur quelques questions clefs... Ce serait inédit, sauf à se référer par exemple à l'appropriation citoyenne de la question européenne qui fit la puissance du non de gauche au projet de Traité constitutionnel européen de 2005. Ce serait l'occasion de développer des relations de confiance qui font largement défaut

aujourd'hui, alors que les adversaires de l'émancipation, eux, sont au taquet. L'intérêt d'une telle proposition est que, dans une campagne bien conçue - fédérative, ouverte, inclusive -, chacun peut rester lui-même et, parallèlement à la mise en valeur d'un font commun, faire partager son approche, au niveau local aussi bien qu'au niveau national. Imaginons aussi que cette affaire converge avec des mobilisations dans d'autres pays de l'Union européenne, voire au-delà !

## **Et maintenant ? Une coalition des forces politiques, syndicales et associatives ne pourrait-elle pas organiser une campagne - fédérative, ouverte, inclusive - sur quelques questions clefs ?**

● Gilles Alfonsi



# Lycéens et étudiants... au pas !



Avoir 20 ans aujourd'hui ? Pub pour une mission locale...

« *J'avais vingt ans et je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie* », écrivait Paul Nizan en ouverture de son livre *Aden Arabie*. Combien de jeunes d'aujourd'hui pourraient reprendre à leur compte cette assertion désespérée ?

Le pouvoir s'est gargarisé du progrès que représentait le nouveau logiciel d'"orientation" Parcoursup. Il devait faire oublier les ratés du système précédent (qui furent nombreux, il est vrai, mais dont il faut bien dire qu'il était inspiré par la même philosophie). C'est maintenant l'heure de vérité. Le gouvernement affirme que plus de la moitié des lycéens ont reçu une réponse positive. Mais combien pourront suivre la filière dont ils rêvaient ? Comme il leur est demandé de ne plus hiérarchiser leurs souhaits, la plupart ont de fortes chances de devoir faire contre mauvaise fortune bon cœur. Certains vont aussi rapidement se rendre compte que la réponse qu'ils pensaient positive n'est qu'une fin de non recevoir. Soit parce que c'est un "oui mais", conditionné à une remise à niveau, soit parce qu'ils auront droit à la place si les quelques centaines (ou les quelques milliers) de prétendants mieux placés qu'eux se désistent en leur faveur ! Il y a fort à parier que la déception et la frustration remplaceront vite l'attente et l'espérance. Et cela ne créera certainement pas le climat le plus propice pour se concentrer sur la préparation du bac. Un bac dont beaucoup de jeunes vont se sentir fondés à penser qu'ils ne sert plus à rien.

François Mitterrand avait voulu que 80 % des jeunes Français accèdent au niveau du bac. C'est aujourd'hui le cas. Mais voilà maintenant que les portes de l'Université se ferment devant eux et que, sans le dire vraiment, le pouvoir instaure la sélection à l'entrée dans l'enseignement supérieur. Cette sélection n'est évidemment pas seulement motivée par la volonté de prendre les "meilleurs". C'est aussi, plus ou moins ouvertement, une ségrégation sociale, puisque parmi les critères retenus par les universités entre en ligne de compte non seulement les résultats mais aussi l'établissement dont l'élève est originaire.

La lutte fut longue pour que les enfants d'ouvriers et des classes populaires puissent accéder à l'université. Ceux-ci

sont toujours minoritaires, mais une relative démocratisation s'est quand même produite. La France comptait 695 000 étudiants en 68 ; elle en compte aujourd'hui 1 645 000 et *Le Figaro* s'inquiète régulièrement de l'« *explosion du nombre d'étudiants* »... Cette volonté de la classe dirigeante de contenir l'augmentation du nombre d'étudiants répond certainement à l'objectif de réduire l'investissement éducatif, pour entrer dans le carcan de l'austérité budgétaire. Mais elle répond peut-être plus encore à l'idée profondément ancrée chez nos élites qu'il ne sert à rien - et qu'il est même dangereux - d'encourager les enfants du peuple à faire de longues études. Cela peut leur donner de mauvaises idées, des idées critiques, et créer des ambitions et des exigences que la société ne pourra pas satisfaire.

C'est le même système qui défend la sélection et qui promeut (à grands renforts de millions) l'abrutissement systématique des individus et la distraction obligatoire. Ayons donc une pensée émue et consensuelle pour Pierre Bellemare, ce précurseur qui a introduit le prompteur et importé le Téléachat des USA !

Fait significatif, au moment où Parcoursup déçoit, Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, tente de relancer (pour les lycéens, mais aussi pour les étudiants) les vastes perspectives qu'offre l'apprentissage... Pour appuyer cette campagne, elle lance un "hashtag" (puisqu'il faut maintenant un hashtag pour tout...) sous le slogan "Démarre ta story" ! Tout un programme... La *story*, en l'occurrence, n'est pas le synonyme du mot français (donc ringard) d'"histoire". Elle en est peut-être même le contraire. Plutôt que de vous mêler de faire l'Histoire, écrivez votre petite *story*... devenez un "story teller".

Et à tous, apprentis, étudiants, stagiaires, salariés ou chômeurs, on répète qu'ils doivent apprendre à "se vendre". (La même société qui commémore régulièrement l'abolition de l'esclavage ne semble pas y voir la moindre contradiction...)



... Avoir 20 ans aujourd'hui ? Illustration d'un sondage Odexa.

La pression pour conduire les jeunes à accepter un horizon limité est considérable. Mais pas suffisante pour qu'ils s'en accommodent vraiment.

Ayant rencontré plus d'une centaine de lycéens d'un établissement de la banlieue<sup>1</sup>, ces derniers jours, nous avons pu nous en faire une idée. Ces jeunes étudient dans un bel établissement, polyvalent et tout neuf. Mais quel avenir leur est promis ? La moitié d'entre eux suivent un enseignement général, l'autre moitié, un enseignement professionnel. Ils apprennent en particulier la "logistique" ! (Ce qui n'a pas grand' chose à voir avec des études de Logique et de philosophie).

Mais, invités à écrire des poèmes, ces jeunes qui ne sont pas *a priori* littéraires ont su dire ce qu'ils avaient sur leur cœur. Quelle que soit la maîtrise formelle dont ils font preuve (et qui est bien sûr variable de l'un à l'autre), leurs poèmes témoignent de l'urgence et de la précarité de vivre ressenties par cette génération... Ils manifestent une sensibilité inquiète, douloureuse, en même temps qu'une ardeur printanière qui ne renonce pas. Comme le dit Rayan (et il n'est pas le seul...) : « *Dans cet univers profond, glacial et noir / d'une foi indomptable et sans faille je traquerai l'espoir* ».

...« *Je ne laisserai personne dire...* » écrivait Nizan... Et pourtant, vingt ans est aujourd'hui comme hier, toujours le plus bel âge, celui de l'amour et de la passion... Celui de la recherche individuelle et parfois collective d'une autre vie, parce qu'on veut "vivre sa vie".

L'insatisfaction envers le monde imposé peut se traduire de très diverses manières. Certains s'engagent... Il est remarquable, de ce point de vue, de voir l'intérêt porté par certains jeunes aux "classiques du marxisme", qu'ils cherchent à découvrir par eux-mêmes. Nous le voyons souvent, sur le parcours des manifs. Parmi ceux qui s'engagent, l'anarchisme qui repré-

sente un vrai courant dans la société française en séduit pas mal, d'autant que les perspectives "révolutionnaires" offertes par les organisations classiques ne sont guère exaltantes... Beaucoup partagent une vive conscience écologique. Parfois cela les conduit à situer le problème sur un plan individuel et tenter d'adopter un autre mode de vie dont ils s'imaginent qu'il peut sauver la planète, comme le fait de devenir végétarien. Quelques-uns peuvent aussi être tentés par la religion et même fascinés par la mort... Et ils l'écrivent parfois dans leurs poèmes.

Mais une enquête publiée par *Le Monde* en février dernier (et qui portait sur un échantillon de 210 000 personnes de 18 à 34 ans) faisait apparaître que 61 % des jeunes seraient prêts à une « *révolte de grande ampleur* ». Ils ne rejettent pas pour la majorité d'entre eux les valeurs du monde des adultes, mais ils pensent (pour 70 %) que la société ne leur donne pas les moyens d'exprimer ce dont ils sont capables. Ils pourraient bien rejoindre le mouvement...

Alors, la chose la plus raisonnable est de brandir le bâton. Il faut mettre les lycéens en garde à vue, envoyer les CRS, lancer les gaz lacrymogènes, multiplier les contrôles d'identité... Tenter d'interpeller un jeune, en s'y mettant à une dizaine, comme nous l'avons vu lors de la manifestation du 26 mai, parce qu'il transportait une hampe de drapeau en plastique ! Arme redoutable... Et il a fallu que la foule entoure les policiers pour qu'ils le relâchent. Ou arrêter une jeune étudiante et lui faire passer vingt-quatre heures en cellule parce qu'elle avait couteau dans son sac... Oui, il faut intimider, convaincre les jeunes qu'il est dangereux de manifester, leur « *interdire de militer* », comme le dit, interrogée par la télé, une mère de lycéen mal pensante...

Mais cela suffira-t-il ?

Car, comme le chantait Léo Ferré : « *Pour tout bagage on a vingt ans / on a des réserves de printemps...* »

1. Opération *Printemps des poètes* au lycée Pauline Rolland de Chevilly Larue, initiée par le poète et enseignant Fabien Mellado, avec ses collègues.

